

Accord national professionnel

ENSEIGNEMENT AGRICOLE PRIVÉ

(16 septembre 2005)

(Bulletin officiel n° 2006-35)

AVENANT N° 2 DU 19 MAI 2006
À L'ACCORD NATIONAL DE PRÉVOYANCE
NOR : AGRS0697107M

Article 1^{er}

Au sein du titre III, « Dispositions communes », l'article 5.1 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les organismes désignés, conformément aux dispositions de l'article 6.2 du titre III du présent accord, pour assurer, dans le cadre d'une coassurance, la couverture des garanties décès, rente éducation, incapacité temporaire, incapacité permanente, invalidité temporaire, prévues par l'accord sont :

- AG2R ;
- Agrica Prévoyance ;
- APICIL ;
- CAIRPSA-CARPRECA Prévoyance ;
- CANAREP Prévoyance ;
- CARCEL Prévoyance ;
- CCPMA Prévoyance ;
- CRIA Prévoyance ;
- Servir Mutuelle.

Le prélèvement des cotisations et le versement des prestations sont réalisés par ces organismes en fonction du choix des établissements adhérant au régime de prévoyance instauré par l'accord.

La société AXA est chargée, en tant que réassureur, de présenter annuellement les comptes consolidés du régime prévus à l'article 54 de l'accord à la commission nationale de suivi de l'accord. »

Article 2

Au sein du titre I « Enseignants relevant du régime spécial des fonctionnaires » et II « Enseignants relevant du régime ordinaire de sécurité sociale », il est ajouté un article 4.6 intitulé « Cas du changement d'organisme assureur ».

Article 4.6

Cas du changement d'organisme assureur

En cas de résiliation ou de non-renouvellement de la désignation de l'un ou des organismes assureurs désignés à l'article 5.1 du titre III, « Dispositions communes » du présent accord, les garanties en cas de décès sont maintenues pour les personnes bénéficiaires des prestations incapacité et invalidité complémentaires, par le ou les organismes faisant l'objet d'une résiliation ou non renouvelé(s) et ce au niveau de prestation tel qu'il est défini par l'accord au jour de résiliation ou du non-renouvellement de la désignation.

Article 3

Au sein des titres I « Enseignants relevant du régime spécial des fonctionnaires » et II « Enseignants relevant du régime ordinaire de sécurité sociale », le dernier alinéa de l'article 4.2 est supprimé.

Fait à Paris, le 19 mai 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FFNEAP ,
SNCEEL ;
UNEAP ;
FNOGEC ;
SYNADEC ;
UNETP ;
SGEC ;
SYNADIC.

Syndicats de salariés :

FEP-CFDT ;
SNEC CFTC ;
SYNEP CFE-CGC ;
FN SPELC.